

Un pacte européen contre Hollande serait antidémocratique

Le Nouvel Observateur, Sylvie Goulard, 6 mars 2012

LE PLUS. L'information ayant été démentie, on ne peut qu'avancer des hypothèses. Serait-il légitime que des chefs d'Etat européens refusent de rencontrer un de leurs homologues, au motif de choix politiques divergents ? Absolument pas, répond Sylvie Goulard, eurodéputée, qui rappelle les principes démocratiques de l'Union européenne.

Le magazine allemand "Der Spiegel" rapporte qu'Angela Merkel aurait scellé un pacte secret avec les chefs de gouvernement "conservateurs" européens pour ostraciser François Hollande. La mise à l'écart du candidat socialiste serait justifiée, selon "Der Spiegel", par sa prétention à "renégocier" le traité budgétaire ("fiscal compact").

La nouvelle fait couler beaucoup d'encre, bien qu'elle ait été démentie par la Chancellerie fédérale et par Palazzo Chigi qui l'a qualifiée de "totalement fantaisiste ... au moins pour ce qui concerne Mario Monti".

Nous ne savons pas si "Der Spiegel" dit vrai. En qualifiant le gouvernement italien de "conservateur", il montre qu'il ne s'embarrasse pas de vérité. Mais Mme Merkel a déjà apporté à Nicolas Sarkozy un soutien si appuyé, avant même qu'il se soit déclaré candidat auprès des Français, que les usages sont bel et bien bousculés.

Une interférence qui n'est pas choquante

Entre des pays qui ont souverainement décidé - il y a 20 ans déjà ! - de partager la même monnaie, le plus surprenant est la permanence du mythe de la souveraineté nationale inaltérée, pas l'interférence. En adoptant l'euro, nos Etats ont franchi une étape irréversible. La politique de la France, notamment en matière économique et sociale, s'inscrit dans un cadre commun. Les décisions du prochain gouvernement français auront des conséquences sur nos partenaires.

Il est normal - et même sain - que ceux-ci s'intéressent à l'élection présidentielle française, tout comme il est naturel que chaque famille politique appuie le candidat qui lui est le plus proche. Dans ces conditions, continuer à faire croire que le président de la République reçoit son "onction" du seul peuple français et, pour ce motif, n'a pas à se préoccuper des positions des partenaires, est tout à fait ringard.

Depuis des décennies, le philosophe allemand Jürgen Habermas appelle de ses vœux la création d'un "espace public" européen qui transcende les frontières. Nous pourrions nous réjouir si l'objectif d'Angela Merkel était de servir cet objectif. Mais elle n'a cessé d'affirmer la supériorité de la coordination intergouvernementale, de refuser l'implication du Parlement européen dans la gestion de la crise de l'euro et son but ultime est de faire réélire Nicolas Sarkozy qui partage ces vues. On ne peut

donc pas exclure que leur positionnement soit moins nourri par la lecture d'Habermas que par le souci de conserver le pouvoir.

Pour une interférence féconde, le nécessaire respect des principes démocratiques

D'abord, le pluralisme : fermer sa porte à un candidat d'une autre sensibilité est très discutable. L'isoler est même dangereux. Les Français peuvent choisir François Hollande comme Président. Mieux vaudrait que les partenaires européens expliquent au candidat socialiste les raisons - respectables - de ne plus toucher à ce traité, si imparfait soit-il : notamment la fragilité de la consolidation de la zone euro ou le rôle que la BCE a pu jouer, depuis décembre 2011, grâce à sa mise en route. Ils pourraient aussi lui rappeler de vive voix l'importance de la continuité de l'Etat sans laquelle le travail de l'UE serait à la merci de toutes les élections nationales. Que cela nous plaise ou non, Nicolas Sarkozy a engagé la France.

Si François Hollande croit vraiment que son arrivée au pouvoir suffira à changer la face de l'Europe, mieux vaudrait une franche explication le plus tôt possible. S'il a l'intention non pas de renégocier entièrement ce texte, mais de le compléter par des propositions nouvelles, comme il l'a d'ailleurs laissé entendre, une discussion dissipera le malentendu. Et il a raison de tenir bon car cet accord est déséquilibré. Dans tous les cas, cela vaut la peine de discuter. Les Français auraient une chance de se prononcer en sachant comment ses propositions sont reçues.

De François Mitterrand changeant radicalement de cap en 1983 à Jacques Chirac abandonnant la "fracture sociale" à l'automne 1996, après un voyage à Bonn, l'histoire européenne abonde en revirements liés à des promesses de campagne inconsiderées qui auraient pu être évitées.

La transparence fait aussi partie des règles fondamentales de la démocratie : le plus choquant, si un tel pacte secret existait, ce serait la dissimulation. Mme Merkel, patronne de la CDU allemande, membre du Parti Populaire Européen, a tout loisir d'aller soutenir le candidat Sarkozy dans des meetings de l'UMP tandis que la Chancelière, dans le même temps, accorderait un entretien au candidat François Hollande (ou à d'autres).

Pourquoi cacher quoique ce soit ? D'autant plus que la subtilité des diplomates permet toujours des solutions de rechange : ainsi François Hollande a déjà été reçu à Rome, le 16 décembre dernier, par le président de la République Giorgio Napolitano, proche du Président du Conseil.

Le contrôle démocratique dans la durée : la démocratie suppose un contrôle permanent. Il faudra bien plus qu'une interférence ponctuelle lors des élections, pour apporter au système décisionnel européen, notamment au Conseil européen, la légitimation qui lui fait défaut. Nous aurions aimé voir Mme Merkel et M. Sarkozy répondre publiquement aux questions de députés européens, à chaque étape des plans de sauvetage, et accepter la contradiction, au fil des mois. Nous aurions aimé les voir à la télévision quand l'heure était à la pédagogie "gratuite". S'ils avaient accepté de jouer complètement ce jeu, ils seraient maintenant des défenseurs plus crédibles d'une implication en période électorale.

L'Europe n'a rien à voir avec les petits arrangements partisans. Elle n'appartient à aucun clan, à aucune génération. Les partis européens modérés, de droite, de

gauche et du centre, ont œuvré ensemble, depuis les origines, pour la construction communautaire. Helmut Kohl, chrétien démocrate, n'a jamais caché son estime pour des socialistes comme Jacques Delors ou Felipe Gonzales. Et d'ailleurs, Mme Merkel n'a pas répugné à trouver une majorité avec les Verts et le SPD sur le traité créant le mécanisme européen de stabilité (le fonds de secours permanent).

Si François Hollande allait à Berlin, il pourrait aussi discuter de nouveau avec la gauche allemande, infiniment plus responsable sur ces sujets qu'une frange de la gauche française. Et y trouver de quoi se renforcer en interne. Qui dira encore que l'espace public européen ne sert à rien?